

# LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

*Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin*

LA SÉCURITÉ SOCIALE,  
RETRAITES  
ET SANTÉ ;  
LA CULTURE,  
L'UNIVERSITÉ,  
LES TÉLÉCOM  
LA SNCF  
ET TOUS

LES SERVICES PUBLICS :

# HALTE À L'INTÉGRISME FINANCIER !

N° 950 décembre 1995

Directrice de la publication :  
**Marie-Louise DUBOIN**

Rédacteur en chef :  
**Jean-Pierre MON**

Diffusion et relations extérieures :  
**André PRIME**  
**Djémil KESSOUS**

\*  
*Rédacteurs (tous bénévoles) :  
les abonnés qui le souhaitent.  
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture  
et ne sont pas renvoyés.*

\*  
Impression : R. PERNEL  
Commission paritaire N° 57434.  
Diffusé par les N.M.P.P.

#### TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois) .....	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

#### Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,  
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente  
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"  
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal  
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens  
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

**TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures, (16) 1 30 71 58 04**

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

### **KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance**

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

### **L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE**

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.

Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).

Une petite brochure à diffuser largement.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

### **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

♦ *Pour animer une discussion :*

### **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :*

### **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

♦ *Enfin une bande dessinée :*

### **« ET SI ON CHANGEAIT ? »**

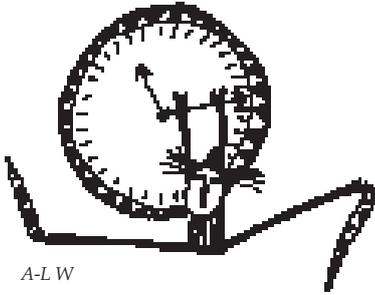
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

**Tous ces documents peuvent être commandés au journal.**

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à  
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,  
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

**La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais  
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

« Notre société est victime de l'intégrisme financier ». Cette phrase est de Paul Béné. Il la portait haut et fier sur une pancarte au cours de la manifestation pour la sécurité sociale du 14 novembre. Je trouve géniale sa formule. Et je ne suis pas la seule car elle lui a valu d'être assailli, photographié et interviewé par les journalistes, et par la foule, à qui il a distribué une multitude de tracts. Modeste, il était tout ému de son succès... Quel bel exemple !

Notre monde est en effet la proie de tous les intégrismes. Mais si beaucoup de gens dénoncent l'intégrisme religieux, ou l'intégrisme raciste des "purifications ethniques", il semble que nous soyons bien peu à réaliser que la dictature des marchés financiers qui s'exerce en particulier sur nos gouvernements successifs relève bel et bien d'un intégrisme aussi insupportable et destructeur.

Au départ, il y a le dogme. La Vérité révélée (on ne sait comment, ni par qui) à quelques grands prêtres, les experts, dont il n'est pas question de mettre la parole en doute. Eux savent, le peuple, non. Ce dogme a sa Table de la Loi, la loi du marché, bien sûr, qui impose ses commandements et répand ses convictions, dont fait partie le Grand Principe de l'équilibre budgétaire de l'État, en vertu duquel le budget doit être équilibré et les services publics doivent être des entreprises rentables ! C'est au nom de ce grand principe qu'on nous met tous à genoux sous la férule des intégristes.

Prenons l'exemple du budget de la sécurité sociale. Ce qui vient de se passer est extrêmement grave. Le gouvernement s'est servi d'abus, auxquels il était tout à fait possible de mettre fin autrement, comme prétexte à la mise de la santé publique sous la coupe des fonda-

mentalistes financiers. Et il faut voir comment la décision a été imposée, malgré un simulacre de consultation. Or, fixer par avance un budget de santé à ne pas dépasser est une absurdité. Si les besoins de soins de santé augmentent, par exemple parce que la médecine fait des progrès et qu'on vit plus vieux, un pays riche comme l'est la France aujourd'hui, peut et doit les assumer. Quitte à adapter ses règles financières pour les mettre au service des besoins humains.

Mais les *ayatollahs* de la finance ont imposé un autre choix qu'il faut dénoncer. Nous le ferons à l'aide de deux chiffres : — 1. l'excédent des besoins de santé est estimé pour cette année à **60 milliards**. — 2. dans le même temps, l'État va payer aux "opérateurs financiers" les intérêts de la dette publique qui, fin 1995, sera de quelque 3.400 milliards, soit, au taux moyen de 7% d'intérêt, **238 milliards**. Cette somme sera prise sur le budget de l'Etat sans même que le peuple sache QUI profite de cette largesse. Si, surmontant un *tabou*, l'État reprenait son droit régalién pour ouvrir les crédits nécessaires, au lieu d'abandonner ce privilège à des organismes privés qui lui coûtent si cher, on voit qu'il aurait largement de quoi non seulement "boucler" le budget de la sécu, mais aussi garantir l'avenir en offrant à sa jeunesse étudiante les moyens de se former dans de bien meilleures conditions.

Regardons de plus près les chiffres de la sécu : fin 1992 les dépenses excédaient de 40 milliards les recettes. Ce déficit a augmenté de 70 milliards en 1993 (officiellement, car la Cour des Comptes l'estime que c'est 16 milliards de moins). Pour rembourser en quinze ans, par annuités, cette "dette" de 110 milliards nous payons depuis 1993 un supplément de CSG que Balladur a fait passer pour cela de 1,1 à 2,4 %. Dans les deux années sui-

vantes, 1994 et 1995, on estime à 120 milliards l'excès des dépenses sur les recettes. Sur un budget qui est de l'ordre de 2.000 milliards, ce déficit représente donc environ 3 % l'an ! Et c'est le drame. Juppé en profite pour mettre notre santé à la merci de décisions arbitraires et pour instituer un nouvel impôt qui devra rapporter non pas ces 120 milliards, mais plus de deux fois plus ! Il ne dit pas ce qu'il fera du supplément...

C'est une question que n'ont guère posée les médias de la *bonne parole* qui, de façon scandaleuse, ont dit *amen* devant le coup de force de Juppé II pour faire passer sa réforme : « Enfin, nous sommes gouvernés ! » se sont-ils écriés et ils ont repris *en chœur* le refrain de la dénonciation gouvernementale de la soi-disant gabegie des dépenses de santé, de façon à nous donner à tous *mauvaise conscience*. Et c'est ainsi qu'on va faire *pénitence* dans un pays où la même presse proclame, dans le même temps, que (je cite) : « tous les indicateurs économiques sont excellents ! » D'ailleurs, l'oracle a parlé : la Bourse a aussitôt remonté et les taux ont baissé... Sont-ils de stupides *prosélytes* ceux qui voudraient nous faire croire que la France de 1995 n'a pas les moyens de continuer à payer sa Sécurité Sociale ? Elle n'est pas moins riche que celle de 1945 qui l'a justement instaurée : elle sortait de la guerre !

C'est vrai qu'il y a des abus, qu'il fallait les dénoncer et y remédier. Mais pas de cette façon. D'abord quels abus ? Ne mélangeons pas tout, ne mettons pas tout sur le même plan. Il y a de gros abus, par exemple cette débauche de médicaments brevetés vendus plusieurs fois plus cher que des médicaments identiques, dits "génériques" (passés dans le domaine public) et qui ne sont plus prescrits parce qu'ils ne "rapportent" pas beaucoup, ni aux laboratoires qui

les fabriquent, ni aux pharmaciens qui les vendent. Ce n'est pas pour rien que s'est développée la profession de démarcheur médical, qui ne demande guère de compétence en médecine : les laboratoires les utilisent pour inciter les médecins à prescrire leurs produits, et tous les moyens sont bons pour les convaincre. Quand on voit les bénéficiaires que se partagent quelques très grosses entreprises de produits pharmaceutiques, on ne peut pas croire que leurs efforts soient motivés par une vocation de recherche médicale désintéressée, comme le prétendait leur représentant invité à *La Marche du Siècle*, sur France 3. Une formation continue, de mise à jour objective des médecins, à la place de ces

démarches mercantiles, s'imposait depuis longtemps. On verra si elle est sérieusement mise en place... J'en doute.

Il y a des abus d'un autre genre, par exemple le manque de transparence dans la gestion des caisses d'assurances, le manque d'élections pour en renouveler les responsables, la participation de ceux-ci à des séminaires lointains<sup>1</sup>. On pouvait imposer une gestion plus démocratique et plus transparente<sup>2</sup>, sans que cela coûte de l'argent. Sans doute y-a-t-il aussi de la part de certains assurés une consommation médicale abusive notamment de tranquillisants et de neuroleptiques. Mais ceux-ci sont le plus souvent dus à l'angoisse, au stress que leur impose l'insécurité déve-

loppée par l'économie libérale. Mais ces "abus"-là se soignent. Par une autre politique, plus soucieuse de l'humain et ne donnant pas la priorité à des impératifs financiers arbitraires.

**MARIE-LOUISE DUBOIN**

1.- le voyage à Bali de 135 administrateurs et gestionnaires vient de coûter plus d'un million : ils se sont pris pour des cadres d'une entreprise privée !

2.- C'est pour cela que les conseils économiques et sociaux que nous proposons pour gérer les contrats civiques devront, à notre avis, être constitués non pas exclusivement d'élus, et d'experts nommés, mais en grande partie de simples "usagers", volontaires ou désignés comme le sont les jurés d'assise, et souvent renouvelés.

*lu, vu, entendu ...*

**à qui se fier ?**

Jacques Myard, député RPR, a accusé le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, d'être « l'ayatollah du monétarisme le plus borné ».

Ils y viennent ?

**chiffres**

Balladur lui-même à 7 sur 7, le 29 octobre, mettait en garde : « On a déjà fait 80 milliards de plus dans la loi qui a été votée au mois de juillet; si on fait encore un point de CSG, ça fait 130 milliards d'impôts nouveaux en l'espace d'un an. C'est considérable ». En effet, cela fait 9% du budget.

On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre, en l'occurrence l'État avoir notre argent et les industriels, nos commandes.

**L'emploi et la Bourse**

Réflexion d'un journaliste le lendemain de l'interview de Chirac par Alain Duhamel « Pendant sa campagne électorale, Chirac avait dit : je ne prendrai aucune mesure sans me demander : est-ce bon pour l'emploi ? Après le 26 octobre, nous sommes en droit de penser qu'avant de prendre une mesure, Chirac se demandera : Est-ce bon pour la Bourse ? ».

Et dire que son modèle, de Gaulle, proclamait haut et fort : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille » !

**A.P.**

**SOUSCRIPTION PERMANENTE**

***Pour que vive la Grande Relève***

**octobre** : E. Hubert 70 - P. Ingrain 120 - R. Jacobs 300 - P. Jacquemin 75 - G. Jonard 70 - Mme Lahens 300 - M. Lemoine 70 - J. Ménager 170 - R. Claustre 270 - M. Cornavin 20 - Mme Bour 120.

**Total 1.585 F.**

**novembre** : Mme Kekenbosch 20 - A. Lemurn 50 - J. Mahé 90 - G. Maurice 70 - A. Met 70 - M. Petit 170 - Mle Pineau 300 - F. Quilleveré 300 - P. Quittelier 298 - H. Richon 40 - A. Sprintz 70 - J. Dancoisne 20 - P. Delpon 100 - P. Vila 70 - Mme Warnier 180 - P. Beau 20 - P. Béné 250 - Th. Lebrun 10 - R. Villedary 38 - Anonyme 300.

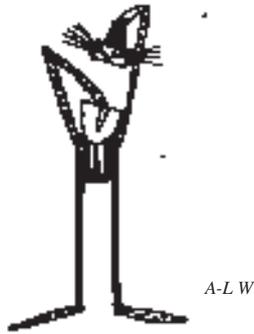
**Total 2.466 F.**

**Merci à tous !**

**A NOS ABONNÉS :**

**Merci de nous éviter des frais de rappel en guettant la date d'échéance de votre abonnement, que nous prenons soin d'indiquer à côté de votre adresse, et de nous dire à temps si vous voulez continuer.**

**Les délais d'envoi du routeur professionnel auquel nous nous adressions étant beaucoup trop longs (jusqu'à 17 jours !), nous avons dû changer. Dites-nous si vous constatez encore de trop longs retards de distribution.**



# La lutte des castes

Il paraît que nous éprouvons les effets d'une prodigieuse révolution...linguistique ! Ainsi du vocabulaire à la mode du jour pour dénommer les groupes et les tendances des politiciens en vue.

Jusqu'ici, on croyait savoir que le personnel politique se répartissait (grosso modo) en Droite et Gauche, Centre et Extrêmes droite et gauche. Et ces diverses "opinions" se subdivisaient généralement en "durs" et en "mous", les Radicaux et les Modérés.

De sorte que, tout naturellement, les conservateurs représentaient les gardiens de l'ordre existant, c'est-à-dire, pour nous occidentaux, celui du fameux "libéralisme économique", du "laissez faire, laissez passer", si bien illustré par la formule : "le renard libre dans le poulailler libre". Par conséquent, les conservateurs de droite étaient tout autant des libéraux, de droite, bien sûr.

Mais non, mais non ! Le sens des mots a bougrement évolué ces dernières décennies, sous le règne de "toujours plus vite !" : aujourd'hui, le Conservateur ne serait plus qu'un arbitre anachronique, impuissant et inutile aux yeux du Libéral, le moderne chevalier qui doit terrasser le dragon-Etat.

C'est bien ce qui ressort de l'article d'un économiste, conseiller ministériel, publié dans *le Monde* sous le titre « *Libéraux contre conservateurs* »<sup>1</sup>

Ce brave homme y prend la défense des malheureuses professions libérales et commerçantes, des petites et moyennes entreprises dont les chefs croyaient, paraît-il, «...qu'on allait enfin mettre fin à la dérive monstrueuse du tout-Etat et redonner sa place à la discipline de la responsabilité individuelle. »

Puis, le lyrisme s'envole : « *Tous ces hommes et femmes qui, jour après*

*jour, s'épuisent à produire et à créer en dépit d'obstacles réglementaires et fiscaux croissants, espéraient sincèrement la renaissance à laquelle ils ont droit. »*

Mais l'économiste distingué nous livre le secret que tout le monde attend : « *L'interventionnisme croissant des gouvernements français successifs nous a plongés dans une crise économique dont nous ne sommes toujours pas sortis au bout de vingt ans...* » C'était donc ça !... Salaud d'État !...Fort heureusement : « *les électeurs français ont montré par leur vote qu'ils souhaitent sortir leur pays du collectivisme.* » Ouf ! on se le disait bien, il faut en finir ! Faisons exploser l'univers concentrationnaire : les usines, les armées, les villes surpeuplées, etc.

Car notons-le : « *l'opposition essentielle est celle qui existe entre les libéraux et les conservateurs, ces derniers étant pour leur part, les défenseurs de la pyramide de privilèges qui constitue l'essence même de l'État.* » A bas l'État !...

C'est avéré ça ! « *Le vrai fossé, c'est celui qui existe entre une nomenclatura publique (mais jamais privée, surtout), irresponsable et inamovible (telle une patronne de droit divin), et tout ce peuple d'hommes et de femmes actifs (les battants gagnants) qui ont l'angoisse du lendemain... dont le sort quotidien dépend de leurs efforts et de leur imagination.* »... par exemple les chômeurs pour cause de « *surproduction* » ou de « *compétitivité technologique.* »

Bien sûr, il faut rejeter comme la peste : « *les clivages traditionnels (et subversifs) qui tendent, par exemple, à opposer le monde des nantis au monde des exclus, ou le monde des capitalistes au monde des travailleurs.* » En effet, on se demande vraiment où et comment et quels esprits, dérangés, ont bien pu aller chercher pareilles idées

d'opposition ? Discerner un conflit quelconque entre les riches et les pauvres est évidemment absurde : les uns comme les autres ne sont-ils pas libres ? Libre pour le riche de s'appauvrir si ça lui chante, libre pour le pauvre de s'enrichir s'il y tient. Le secret, c'est la liberté. Et la liberté du commerce en particulier. Ainsi, chacun est libre de ne pas acheter ce qui lui plaît, si le prix en est trop cher ou s'il manque d'argent : il sait néanmoins qu'il reste libre de faire tout ce qu'il veut — virtuellement — et à jamais, le jour où il peut en avoir les moyens : là est l'essentiel. CQFD.

Voilà donc pourquoi : « *Le vrai dialogue social (de qui avec qui ?) est celui qui résulterait de la liberté rendue à tout ce peuple d'ACTIFS qui font de notre pays un grand pays (sonnez trompettes !) en dépit des obstacles inouïs que la classe politique et administrative (heu !... encore la lutte des classes ?) met sur leur chemin* » ( Ah, comment évaluer l'épouvantable misère d'être riche...).

A première lecture de ces extraits, leur auteur ressemble fort à un pince-sans-rire, un humoriste à froid. Ses accents d'un populisme éméché pour clouer au pilori les boucs émissaires coutumiers et stimuler à leur égard une rancune purificatrice, sont d'un humour trop facile et d'un manque de goût trop affirmé pour être vrais. Car certes, la tarte à la crème des fonctionnaires-rebuts-détritus fait toujours recette auprès des contribuables à l'IGF, de même que celle des fainéants-bons-à-rien auprès des "actifs" entrepreneurs-promoteurs-négociants qui réussissent à être des "gagners". C'est donc de bonne guerre d'utiliser les recettes à succès garanti.

Encore faudrait-il préciser, afin de lever le moindre doute, en désignant les fonctionnaires à effacer de la route, qu'il s'agit là exclusive-

ment des seuls fonctionnaires **civils** à l'exclusion des fonctionnaires militaires et policiers qui, eux, ne seront jamais, jamais, des budgétivores.

S'agissant, d'autre part, des «*médiocres*» qui, faute d'avoir été distingués sur le marché du travail, sont secourus d'une manière ou d'une autre et, de ce fait, représentent une partie essentielle des «*charges sociales*» — ces maudites charges qui pèsent d'un poids si lourd sur la libre entreprise et son fameux esprit d'initiative — il faut avoir le courage de dire tout haut que, tout comme les fonctionnaires, ces assistés sont de trop !

Dès lors, on comprendra aisément que si ces sortes de charges de l'État et des collectivités publiques étaient supprimées, les impôts diminueraient beaucoup et les entreprises pourraient ainsi augmenter leurs bénéfices. Et augmenter leur compétitivité. Et augmenter leur productivité...

Notre pays parvenu à ce stade, l'auteur de l'article nous assure que la «*crise*» serait terminée : les chômeurs seraient tous envolés (à l'exception, bien entendu, des irrécupérables : les chômeurs **nor-**

**maux** du libéralisme) ; les entreprises se seraient multipliées dans une euphorie productiviste à tout crin, puisqu'enfin les salariés dans leur ensemble seraient revenus à un comportement raisonnable, libérés des contraintes sociales et «*socialistes*», délivrés des «*injonctions d'une bureaucratie syndicale*» revendicative, celle-ci dûment remplacée par les syndicats-maison inconditionnellement coopératifs.

Ainsi la France n'aurait plus à redouter les délocalisations hors de ses frontières, au contraire, les capitaux et les investisseurs afflueraient de partout vers ce nouvel éden du libéralisme et du travail pas cher, digne de l'époque du baron Haussmann, où régneraient de nouveau **chez les travailleurs**, discipline, austérité, productivité et compétitivité, lesquels salariés se trouveraient dès lors capables de rivaliser avantageusement avec les salariés concurrents à bas prix des divers Tiers Monde. Et le tout dans la bonne humeur ! Le rêve passe !

En somme, si l'on comprend bien le credo libéral — et idéal — de ce monsieur, la crise de chômage et d'exclusion découle de l'interventionnisme de l'État, le «*Tout-Etat*»

c'est-à-dire en substance des différentes formes d'assistance publique qui constituent bien en fait des exercices de répartition ou de redistribution du «*revenu national*». Cet interventionnisme-là, de dépenses sociales, est mauvais parce qu'il prélève sur les revenus confortables, et sur les **patrimoines**, pour alimenter les sous-revenus, et qu'il grève notamment les budgets d'entreprise.

Mais par contre, l'interventionnisme de l'État est souhaitable et bienfaisant lorsqu'il s'adresse aux entreprises sous formes de défiscalisation et de subvention ou de secours et de marchés publics. En bref, de profits sans pertes.

Dans tout cela, rien de nouveau sous le soleil : n'en déplaise à notre distingué économiste avocat de la «*rénovation libérale*», qui ne craint pas d'affirmer : «*que les solutions libérales...n'ont jamais été essayées...*» (!).

**BERN GILDAT**

— — —

1. L'auteur de l'article des 27-28 août 1995, se nomme Pascal Salin, enseignant à Paris-Dauphine. Les annotations entre parenthèses qui parsèment les extraits ci-dessus ne sont évidemment pas de lui.

*I u , v u , e n t e n d u ...*

### **Le fast food des esprits est en marche**

On peut constater chaque jour les efforts des grands groupes pour truster l'information et la servir au mieux de leurs intérêts : *Havas* reprend *Le Point*, *l'Express*, *Courrier International* rachetés il y a quelque temps par la *Générale Occidentale*, filiale d'*Alcatel*. *Havas* devient, avec 45 milliards de chiffre d'affaires, le cinquième groupe mondial de l'information, ou plutôt de mainmise sur l'information.

\* \* \*

### **Pessimisme des économistes**

«*Les économistes sont gagnés par un pessimisme croissant*» (*Le Monde*, 1er novembre). Le budget 1996 est bâti sur une hypothèse de croissance de 2,8 %. Les meilleurs

conjoncturistes penchent pour 2 % de mieux. De même ceux du *Crédit Agricole* : «*Le doute se généralise : doute sur la pérennité de la reprise... doute sur la faisabilité des objectifs budgétaires.*»

\* \* \*

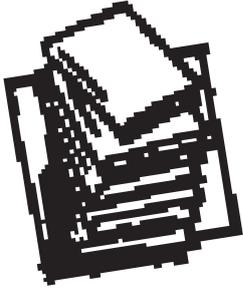
### **⚠ attention, danger**

On savait déjà que Balladur avait pris discrètement un décret permettant aux préfets de faire appel aux forces armées pour maintenir l'ordre, sans qu'ils aient à demander l'autorisation au gouvernement. Plus récemment, on vient d'apprendre qu'un bataillon de chasseurs alpins allait être formé aux techniques de la guérilla urbaine... Mais de quoi ont-ils peur ?

\* \* \*

### **PDG incapables**

Dieu sait comme certains PDG sont bien payés ( Suard, ex-PDG d'*Alcatel*, 1,1 million/mois). Cela ne les empêche pas de faire perdre des milliards aux groupes qu'ils dirigent. Tout le monde a en mémoire les dizaines de milliards de pertes du *Crédit Lyonnais*, notamment dans l'immobilier. La Cour des Comptes vient de dénoncer la gestion de Le Floch Prigent, alors PDG du groupe *Elf* qui a perdu 2,5 milliards entre 88 et 93 : «*Absence de véritable stratégie financière et d'investissements, insuffisance des équipes, défaut très sérieux de contrôle interne*» selon *L'Expansion*. *Alcatel* a perdu 1,5 milliard au premier semestre. Il devra provisionner 20 milliards ! Suard avait fait des acquisitions hasardeuses. Dans tout cela, qui paie, comme au *Crédit Lyonnais*, cette incapacité surpayée ?



Le lundi 20 novembre dernier, à 18 heures, de nombreux représentants du monde de l'art et de la culture se sont rassemblés devant le Palais Bourbon pour protester contre les menaces qui pèsent sur leurs professions. Valérie Battaglia y était... Voici sa réaction, à chaud :

## De l'engagement des artistes et des intellectuels.

**A**u moment où les artistes du spectacle, où les "professionnels" de la culture manifestent devant l'Assemblée Nationale pour obtenir la reconduction, voire l'augmentation, de leurs subventions, on ne peut que s'interroger légitimement sur la fonction et l'engagement de l'artiste et de l'intellectuel dans notre société.

Il faudra bien un jour se poser la question de la responsabilité de la majorité d'entre eux qui détiennent les précieuses clés du "savoir faire" et du "faire savoir" en matière d'innovation conceptuelle, d'invention d'une langue qui ne soit pas de bois et de nouveaux modes d'accès à la culture pour le plus grand nombre, d'expérimentation d'économie alternative dans un secteur protégé du marché, de tentatives utopiques,... et qui ont succombé aux sirènes libérales en revendiquant des statuts "d'entreprise culturelle", de "grilles de salaires selon des échelons de carrière", des diplômes de "management culturel", des formations "d'ingénierie culturelle"...et tout cela avec la bénédiction des ministères, qu'ils soient socialistes ou de droite, de la culture, de la recherche, de l'éducation trop heureux de récupérer et de neutraliser un ferment éventuellement contestataire.

Une mutation sociale sans pareille a lieu sous nos yeux, des problématiques (écologiques, démographiques, sociales, éthiques, métaphysiques...) d'une urgence et d'une gravité sans précédent se posent à chaque moment, l'humanité a conquis une puissance technoscientifique (nucléaire, génétique,

informatique, robotique...) dont les conséquences s'avèrent incalculables et imprédictibles... Et les artistes et les intellectuels, au lieu d'interpeller les consciences des politiques et des citoyens, se détournent frileusement de ces réalités et se retranchent dans un corporatisme conservateur.

Si les salles de spectacles se désertifient, si les livres ne se lisent plus (et toutes les études statistiques le montrent), ce n'est pas seulement la faute de la télévision, de la société de consommation, mais c'est aussi celle de ceux qui ne parlent plus des problèmes de ce monde, des problèmes des citoyens.

Si l'on considère la population comme une foule de consommateurs ineptes, alors elle se conduit comme telle, et fuit des lieux de culture qui sont devenus lieux de cultes narcissiques et stériles (et c'est bien le cas de nos jours).

Or, le manque de repères, d'identités, de valeurs, de boussoles s'amplifie chaque jour. Et si ce vide culturel, mais aussi et par là-même politique et existentiel, n'est pas interrogé par une production artistique et intellectuelle qui s'inquiète et se soucie de la dignité et de la citoyenneté de tout un chacun, alors ce vide sera occupé, conquis par les intégrismes et les extrémismes dangereux et contaminants.

L'artiste, l'intellectuel "engagés" se sont peu à peu métamorphosés, sous l'influence de la pensée post-68 qui a régné (mais le passé composé ici est peut-être trop optimiste) dans les gouvernements, les médias, le monde de l'art et de la culture, en figures de la "ringardise" absolue. L'engagement ne se porte

plus, ne se vend pas, surtout.

Artistes et intellectuels ont été fascinés par les charmes hypnotiques de la société spectacle libérale, abdiquant leur pouvoir essentiel de critiques de l'ordre en place et d'acteurs sociaux porteurs de propositions utopiques certes, mais fondatrices pour la civilisation, car porteuses de finalités et d'éthique, de projets pour la société.

Ils ont abandonné leur pouvoir incomparable de contre-pouvoir, pour ne rêver plus que de notoriété télévisuelle, médiatique qui entraîne la reconnaissance ministérielle et les subsides, parfois très conséquents, qui les accompagnent.

Ils ont accepté avec gratitude un rôle de courtisan, manipulateur euphorique de signes dénués de sens pour la perpétuation d'un ordre libéral considéré comme la nature même.

Ils ont laissé sans sourciller s'installer *la foire sur la place* (belle formule de Romain Rolland, intellectuel engagé, s'il en est) avec toute sa vulgarité, sa barbarie, sa soif de simplifications outrancières parées des oripeaux à la dernière mode.

Pierre Bourdieu, dans un dialogue éclairant avec Hans Haake sur la situation de l'art dans la société capitaliste, - *Libres-échanges* (éditions du Seuil 1994) - en établit un portrait digne de ceux de La Bruyère (et l'époque culturelle, dont nous sortons peut-être, osons l'espérer en tous cas, ressemble fort à celle du Roi-Soleil) : « *ils veulent redéfinir la figure de l'intellectuel à leur image, c'est-à-dire à leur mesure. Ce sont des Zola qui lanceraient des "J'accuse" sans avoir écrit L'Assommoir ou Germinal, ou des*

Sartre qui signeraient des pétitions ou mèneraient des manifestations sans avoir écrit *L'Être ou le Néant* ou *La Critique de la raison dialectique*. Ils demandent à la télévision de leur donner une notoriété, que seule, autrefois, une vie, souvent obscure, de recherche et de travail, pouvait donner. Ils ne gardent du rôle de l'intellectuel que les signes extérieurs, la partie extérieure, les manifestes, les manifestations, les exhibitions publiques. Tout cela, après tout, serait sans importance s'ils n'abandonnaient pas l'essentiel de ce qui faisait la grandeur de l'intellectuel à l'ancienne, c'est-à-dire, les dispositions critiques qui trouvaient leur fondement dans l'indépendance à l'égard des demandes et des séductions temporelles, et dans l'adhésion aux valeurs propres du champ littéraire ou artistique. Comme ils prennent position sur tous les problèmes du moment sans conscience critique, sans compétence technique et sans conviction éthique, ils vont à peu près toujours dans le sens de l'ordre établi..»

Tout bien réfléchi, il est difficile de vouloir perpétuer la démarche et l'action des "professionnels" de la culture (artistes officiels, critiques des journaux nationaux, intellectuels médiatiques et autres nouveaux philosophes, technocrates des ministères, inspecteurs des arts ministériels, directions diverses et variées de la culture, gestionnaires d'événements ou de structures nationales) qui ont érigé un véritable système de castes, discriminatoire et excluant.

Excluant d'abord leurs pairs non-intégrés: combien de jeunes artistes ou intellectuels, d'abord sincères dans leurs choix, sont obligés de passer sous les fourches caudines des "professionnels de la culture" détenteurs jaloux, et sans conteste, ni débat démocratique, des lieux et des outils de production et de diffusion; et ils se trouvent par là même ou contraints de se plier (et/ou séduits par les avantages de se

plier) à une (re)production sans intérêt, normalisée, standardisée, ou bien, s'ils refusent les "lois du marché" de l'art et de la culture officiels sont condamnés à renoncer,

Excluant ensuite l'ensemble de la population: puisque ces mêmes "professionnels" ont posé des barrières symboliques infranchissables entre les "amateurs" (un très beau mot de notre langue pourtant), le public, par nature toujours à la traîne, toujours réactionnaires, et eux-mêmes, par nature toujours éclairés; puisqu'ils ont mis en place, comme le dit si bien Pierre Bourdieu, une culture du chic et du non chic, une culture calquée sur la logique de la mode et de la publicité, esthétiquement et spectaculairement lisse et maîtrisée, technologiquement de pointe, mais le plus souvent sans contenu concernant de près ou de loin le commun des mortels, (car n'étant produites que pour obtenir la reconnaissance des "officiels" déjà cités, desquels dépendent le maintien ou l'augmentation des privilèges et des prébendes).

Jean-Marie Pradier l'exprime lucidement dans *Théâtre/Public* n°124-125, septembre 95, et ce qu'il dénonce à propos du théâtre pourrait s'appliquer, tout aussi bien, à tous les secteurs de l'art, des lettres, de la culture et à des pans entiers du secteur universitaire ou de la recherche institutionnalisée: «Avez-vous compris que ça se disloque autour de vous ? Que ça se craquelle, que les fentes sont fissures et que des pans entiers vont chuter sur la gueule des promoteurs? (...) Lorsque la fracture sociale ne cesse de s'élargir, l'appareil théâtral actuel ne peut être que fracturé, sinon brisé. Ce qui est désigné par l'expression incantatoire "crise du théâtre" renvoie à une situation marquée par la rigidité d'une politique culturelle volontariste et centralisatrice qui a conduit à l'établissement d'une institution théâtrale devenue malgré elle la réplique d'une société féodale.

*L'examen ethnologique de la "société du théâtre"- la profession - fait apparaître une organisation pyramidale dont les sommets sont occupés par des centres de production aux privilèges statutaires et financiers exorbitants..»*

De même, Romain Rolland, déjà, en 1902, écrivait: «*Et ce n'est pas seulement la morale, c'est l'art même qui a intérêt à ce que l'art ne soit plus la propriété exclusive d'une caste privilégiée. Artiste, je suis le premier à appeler de mes vœux le moment où l'art rentrera dans la masse commune de la nation, dépouillé de ses privilèges, de ses pensions, de ses décorations, de sa gloire officielle. Je l'appelle, au nom de la dignité de l'art, que souillent les milliers de parasites qui vivent honteusement à ses dépens. L'art n'est pas une carrière, il doit être une vocation.* »

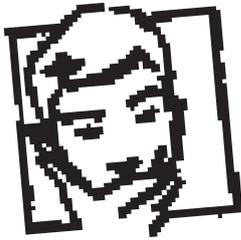
Une telle structuration de la politique culturelle censure forcément ceux qui y participent, soit parce que des centres de production coûteux sont évidemment très contrôlés par les pouvoirs publics et les savoirs d'état, soit parce que les privilèges corrompent. Mais encore, cette structuration développe la mise en place de réseaux de complicités et de connivences, impénétrables sans recommandation agréée.

Or l'intelligence, la spiritualité, les arts ne sont pourtant pas nés de la cuisse de Jupiter, mais bien des marginaux, des saltimbanques, des moines, des vagabonds montreurs d'ours, des intellectuels courageux et rebelles, des anarchistes, des extravagants (au sens étymologique) que personne n'aurait voulu recommander.

Et sans extravagance, aucune imagination novatrice ne trouve son expression, aucune idée originale ne trouve un public.

Alors quand, comble d'ironie, c'est le gouvernement de droite actuel qui change de cap, virage à 180°, et qui ne veut plus octroyer ses aides

suite page 10 →



# F I O U É S !

**D**éfinition du petit Larousse : **flouer** = voler, duper quelqu'un. On peut dire que l'équipe Chirac-Juppé réalise les deux à l'encontre de ses électeurs, et, au risque de nous répéter, que la "boutade" déjà ancienne de Pasqua : « *les promesses électorales n'engagent que ceux qui les écoutent* », n'a jamais été aussi vraie qu'avec un Chirac devenu président.

Question d'un électeur : *Pourquoi, M. Chirac, avez-vous, pendant votre campagne électorale, fait toutes ces promesses ?*

- Chirac : *Pour être élu président.*

- L'électeur : *Pourquoi ne les tenez-vous pas ?*

- Chirac : *Parce que j'ai été élu président.*<sup>1</sup>

Un autre humoriste faisait remarquer qu'il avait dû mal entendre pendant la campagne électorale de Chirac. Il avait entendu "*fracture sociale*", alors qu'aujourd'hui il s'aperçoit qu'il fallait comprendre "*facture sociale*". Pourtant durant cette fameuse campagne électorale de dupes, Chirac a dit : « *Je sais bien qu'il est de bon ton de dire que la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui interdit de baisser les impôts et même pour certains qu'elle exigerait de les augmenter. Je crois résolument le contraire.* » Sans oublier sa formule fameuse : « *Trop d'impôt tue l'impôt* ». Et Juppé s'écriait : « *Rien ne serait plus dangereux que de faire des promesses démagogiques* ».

Heureusement, petite consolation pour les *bien votants*, en quelques mois, la sanction est tombée : chute vertigineuse de la cote de popularité, aussi bien de Chirac que de Juppé. Et elle est due essentiellement à leur politique sociale.

De toute façon, la loi du marché, des marchés, a tout de suite montré sa force... et son vrai visage. Quand Madelin, ultra libéral, régnait

à Bercy, la Bourse n'était pas inquiète. Dès qu'il a été viré, elle a plongé. Comme le faisait remarquer Peyrelevade, nouveau patron du Crédit Lyonnais, « *les marchés, comprenez les placements spéculatifs, se déplacent aujourd'hui avec l'électronique "à la vitesse de la lumière, stricto sensu et ce, vingt quatre heures sur vingt quatre* ».

Accordons un instant à Chirac et Juppé le bénéfice de la sincérité au début du septennat : leur volonté de changer franchement de politique par rapport à celle de Balladur, fût-ce pour sauvegarder une partie de leur électorat populaire. La sanction des marchés, comme on l'a vu, est immédiate.

Nous l'avons dit et analysé souvent dans *la Grande Relève* : c'est cette nébuleuse qui commande aujourd'hui aux grands de ce monde, et même à l'industrie. Qu'a pu réaliser Clinton de ce qu'il avait promis sur le plan social ? Rien. Les Chambres, redevenues de droite, ont neutralisé toute tentative sérieuse allant dans ce sens.

Entre deux maux, la peste ou le choléra, Balladur ou Chirac, lequel, faute de mieux, fallait-il préférer ? Personnellement nous penchions pour Chirac, non pas dans l'espoir qu'il ferait une politique fondamentalement différente d'un Balladur élu président, mais uniquement parce que celui *qui saute et réfléchit après* ne manquerait pas de faire des erreurs (nous sommes polis) telles qu'il serait rapidement rejeté par son électorat populaire. C'est fait : 74 % de mécontents après 6 mois de règne.

Comment oser prétendre défendre les moins favorisés, voire les plus défavorisés, lorsqu'on prend des mesures comme celles d'augmenter la TVA de 2 points, l'impôt du pauvre, et d'abaisser la tranche supérieure de l'impôt sur les salaires de 56 à 40 % ? Et souvenez-vous sans rire, et sans pudeur,

Juppé, interrogé sur le sujet, a répondu que sans cela, les très riches trichaient et continueraient de le faire, « car ils en ont les moyens » (sic). De qui se moquet-on ? A 40 %, se priveront-ils de ces moyens ? Le chirurgien qui demande 5.000 F de la main à la main à une de mes amies pour l'opérer rapidement, cessera-t-il demain ces pratiques ?

On se demande pourquoi Chirac-Juppé ont limogé Madelin, alors qu'ils font exactement ce que celui-ci préconisait. Il le disait trop haut, c'était là son seul défaut.

Il n'y a donc pas lieu d'être surpris du contenu de l'interview de Chirac par Alain Duhamel le 26 octobre. Le lendemain, la plupart des quotidiens trouvaient bonne la prestation, alors qu'elle n'avait été que langue de bois. Mais une chose essentielle avait été dite : la situation demandait une "pause sociale", deux ans de sacrifices, que le gouvernement puisse appliquer les promesses électorales et raser enfin gratis ! Dès lors, sans tarder, les marchés et Jean Gandois, le patron des patrons, « totalement rassurés » (sic) montraient leur satisfaction.

Par contre, Chirac, au plus bas dans les sondages, mais *qui n'a pas été élu pour être populaire* dit-il, va profiter, avec son complice Juppé, de cette situation pour essayer de faire passer les pilules amères destinées à résorber les déficits de l'Etat et de la Sécu ; sur le dos bien sûr avant tout de la masse des classes moyennes et défavorisées. Avec l'objectif qu'on ne pourra plus revenir en arrière.

Il leur resterait un an avant les législatives de 98 pour, espèrent-ils, faire oublier les sacrifices en saupoudrant toutes les catégories sociales de quelques sucreries.

Mais nos deux compères échoueront comme les autres parce qu'ils ne s'attaquent pas aux causes profondes de la crise et qu'ils se

contentent de réformettes, d'augmenter les impôts pour tous (essence, tabac, TVA), de remplacer la balladurette par la juppette. Et attention à Arthuis : impôts sur les salaires, même des plus pauvres, augmentation de la CSG, etc. Soyons réalistes : les entreprises n'embaucheront que si elles ont besoin de main d'œuvre. L'*entreprise citoyenne*" du nouveau patron des patrons a fait long feu. Et sup-

posant que lui aussi ait eu envie de faire un peu plus de social, il a vite été rappelé à l'ordre par ses pairs. Rien d'important, a fortiori d'essentiel, ne sera fait au niveau des *dirigeants* : seuls l'approfondissement de la fracture sociale (est-ce cela que Juppé appelle "*le péril national*"?), et la facture présentée au peuple, permettront, nous l'espérons, une révolte justifiée. La simple réalisation de la réflexion du candi-

dat Chirac suffirait : "*Les équilibres économiques construits sur des déséquilibres sociaux ne tiennent pas longtemps*". Pas même deux ans.

ANDRÉ PRIME

1.J-M. Colombani (*Le Monde* du 28 octobre) n'exprime pas autre chose : « *Ainsi va la république sous Chirac : elle vit avec une pensée double, l'une pour être élu, l'autre pour gouverner.* »

*suite de l'article de Valérie Battaglia*

financières qu'aux artistes et aux intellectuels, qui tels de bons petits infirmiers partiraient soigner les malaises banlieusards: tous de crier au populisme et à la démagogie!

Ils n'ont pas tort bien sûr, et on joindrait volontiers sa voix à la leur, car le problème n'est pas traité de manière efficace, et l'idéologie qui sous-tend cette injonction est celle de la charité au service d'une bonne propagande (la couturière Sonia Rykiel -dont le moindre tricot ne coûte pas moins de 1000f - ira ouvrir des ateliers de couture en banlieue, et la Comédie Française dira Molière en "verlan" à Argenteuil, tout cela subventionné par le Ministère de la Culture! - alliance, bien préparée par tout le secteur culturel, de l'aumône, de la mode et de la culture!).

Mais, ils n'ont pas raison non plus, car le problème des banlieues, qui reflète le problème de la société dans sa globalité, résulte aussi du désengagement total des artistes et des intellectuels de ces dernières décennies.

Ce gouvernement de droite ne demande, certes, que des rustines et une bonne glu; mais cette demande doit poser question et ouvrir un vaste débat, amenant des actions auto-correctrices très rapides et très radicales, au sein de la profession culturelle.

L'artiste, l'intellectuel ont un rôle majeur à jouer dans le processus historique qui s'accélère et se brouille chaque jour.

Aucun changement de société n'est envisageable sans un changement des structures symboliques qui cimentent et identifient une société, sans l'expression, la métaphorisa-

tion, l'éclaircissement de ce changement.

Toutes les révolutions ont échoué par manque de préparation culturelle des citoyens (il faut relire les belles analyses de ce thème par Hanna Arendt, dans son *Essai sur la révolution* ou par Romain Rolland dans les pièces de son *Théâtre de la Révolution*).

On ne peut réclamer à cor et à cri une éthique de la responsabilité dans une société où les forces traditionnelles des contre-pouvoirs se désengagent chaque jour davantage de toute réflexion et de toute action citoyennes et responsables, méprisent les termes d'éducateur, d'action culturelle, d'expérimentation sociale, d'animateur...et se retranchent de l'ensemble de la population.

L'hermétisme, l'alchimisme, le solipsisme, l'isolement orgueilleux peuvent conduire à des réalisations remarquables en période de renaissance et d'effervescence d'une civilisation; en des temps de montée des barbaries, ils conduisent tout droit au désastre.

L'artiste et l'intellectuel devraient étudier très vite les possibilités d'associer une réflexion avancée et intelligente sur les mutations sociales, politiques et économiques en cours à des formes d'expression claires et facilement compréhensibles (et le didactisme, si dénigré, pourrait être réenvisagé, sous l'angle de l'humour et de la dialectique, car, sous ces angles là, il demeure bien le seul moyen de toucher le plus grand nombre tout en évitant populisme et démagogie), et aussi les possibilités d'insuffler dans

leurs productions des thématiques concernant l'ensemble de la population (l'argent, le travail, l'écologie, ...), de favoriser l'émergence d'utopies démocratiques et d'impulser le travail de mémoire d'une culture populaire et sociale, qui a existé dans toute la force de sa subversion, mais qui fut occultée délibérément en France par tous les gouvernements (du carnaval moyenâgeux à l'agit-prop des années 30).

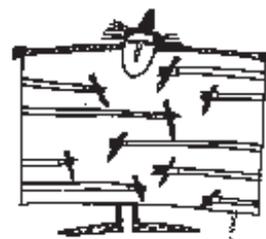
Les citoyens, le public, reviendront à l'art et à la culture quant l'art et la culture s'intéresseront à nouveau à eux, parleront des préoccupations qui les déstabilisent et les angoissent souvent, et de leur histoire, fondatrice de leur identité.

Heureusement, certains mènent d'ores et déjà ce travail depuis de nombreuses années, ils le font bien que dédaignés ou moqués par les médias, avec des moyens souvent ridiculement faibles, reprenant à leur compte ces phrases significatives du *Théâtre du Peuple* (1903) de Romain Rolland : « *La fin de l'art n'est pas le rêve mais la vie. L'action doit surgir du spectacle de l'action. (...) Vous voulez un art du peuple ? Commencez par avoir un peuple qui ait l'esprit assez libre pour en jouir, un peuple qui ait des loisirs, que n'écrasent pas la misère, le travail sans répit, un peuple que n'abrutissent pas toutes les superstitions, les fanatismes de droite et de gauche, un peuple maître de soi, et vainqueur du combat qui se livre aujourd'hui.* »

Qui prendra la grande relève ? Avec ceux-là, oui, nous irons manifester pour l'art et pour la culture.

VALÉRIE BATTAGLIA

# Politique : l'affaire de tous!



**A**ujourd'hui, le rejet de la sphère politique de la part du grand public est chose fréquente, avec une certaine raison si on se limite à la vision qu'elle nous offre actuellement. Mais justement, ne sommes-nous pas en partie responsables de cette situation de fait ? Il est toujours facile de rejeter la faute sur l'autre et par là-même de se déresponsabiliser en un tour de main. Non, la politique n'est pas uniquement l'affaire d'une poignée de technocrates qui planent bien au-dessus de la société civile. La politique est l'affaire

de tous, la responsabilité de chacun, car elle est avant tout affaire de conscience individuelle. Mais cela, comment le saisir si ce n'est par une démarche active d'ouverture à son for intérieur. Et là d'oser faire face à ses motivations profondes et se demander avec sincérité ce que l'on donne réellement de soi-même pour que la machine de la politique tourne mieux et réponde aux besoins de tout un chacun.

Ce qui se passe actuellement dans la sphère politique n'est-il pas le reflet du mal-être ancré en chaque homme aujourd'hui ? Si les hommes politiques ignorent la plupart du temps la parole citoyenne, est-il bon de répondre par l'indifférence ou le mépris à l'égard des choses politiques ? Ce serait vite laisser tomber les bras.

Et si, ensemble, nous décidions de rendre à la politique ses lettres de noblesse, de la remettre à sa véritable place : un instrument de gestion du Bien Commun dans le respect des libertés individuelles et pour la satisfaction de l'intérêt général ? Et, si ensemble, nous voulions une politique qui va droit à l'essentiel, à l'urgence, en partant des besoins sur le terrain et en privilégiant le long terme ? Cette politique-là a pour base la conscience qui nous appelle à l'écoute, au dialogue et à la créativité.

Offrons au monde politique le miroir lumineux de consciences éveillées et osons en toute simplicité ces points de vue différents qu'elles impliquent. N'est-il pas temps que nous, citoyens responsables, donnions au monde notre authenticité, sans nous laisser étouffer par l'institutionnel ?

C'est tous ensemble que nous pouvons régénérer la politique, en y participant de par notre vie quotidienne et intérieure; L'État, c'est chacun de nous. Pour exister et se faire entendre, il faut **oser**. C'est l'action qui crée les moyens, si toutefois le choix de l'action est précédé du choix d'être.

Y mettrons-nous du nôtre ?

**CATHERINE GLOESENER**

## PROJECTION EUROPE

### Pour une Europe politique, démocratique et civilement responsable

Scandalisés par les méfaits de l'idéologie libérale qui règne en maître dans l'Union européenne et convaincus que l'économie distributive constitue une alternative au système économique actuel, quelques camarades belges viennent de lancer un mouvement "Projection Europe" dont l'objectif est d'exiger l'attribution d'un véritable pouvoir législatif au parlement européen.

Pour eux, en effet, c'est par ce biais que passe la réhabilitation du politique, qui a aujourd'hui démissionné devant le pouvoir financier et « *c'est la porte obligatoire pour sortir du marasme dans lequel s'enlise notre monde occidental, entraînant dans sa chute la planète entière.* »

Pour en savoir davantage, pour les soutenir, ou mieux encore, pour participer à leur action, vous pouvez commander leur dossier "Projection Europe — Du pouvoir politique à la Liberté citoyenne" au prix de 200 FB (frais de port compris) en écrivant ou en téléphonant à :

**Bernadette et Catherine GLOESENER**  
Projection Europe  
3/1 Clos des Trigonelles  
B - 1120 BRUXELLES  
Tél : (19) 32 - 2 268 20 47  
numéro de compte 001-2913589-76.

Vous y trouverez une analyse de l'idéologie libérale, quelques aberrations du Traité de Maastricht, les raisons pour lesquelles le Parlement européen doit se doter du pouvoir législatif, des idées d'actions concrètes pour atteindre cet objectif et le texte d'une pétition qui sera adressée au président du Parlement européen avant la conférence intergouvernementale de 1996 pour la révision du Traité de Maastricht.

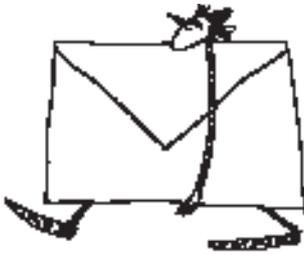
Vous pouvez aussi obtenir le texte de cette pétition auprès de la *Grande Relève*, en joignant 2,80 F pour frais d'envoi.

*l u , v u , e n t e n d u ...*

### Le blé et les affamés

Les autorités internationales compétentes constatent : « *Huit cent millions d'affamés* », soit un habitant de la planète sur 7. Dans le même temps, on s'aperçoit, qu'avec les mises en jachère sans cesse plus importantes, on manque de blé. Bien entendu, les prix s'envolent (rareté). Les Américains en profitent pour réinvestir les marchés européens.

Cela prouve une fois de plus ce que nous ne cessons de dénoncer : la loi des marchés est criminelle, elle fait marcher le monde sur la tête. A.P.



A-L W

**L**a Grande Relève continue à nous fournir beaucoup d'arguments. Le n° 948 d'octobre est formidable, bravo. Ce qui ne retire rien à tous les numéros précédents...

De temps à autre, il me prend l'envie d'écrire, un peu en vue de limiter la perte des neurones. A 80 ans, il faut s'en occuper !

... Le capitalisme se désagrège à vitesse V. Pour en garder le monétarisme, Chirac et son gouvernement en arrivent à des expédients qui risquent de provoquer une explosion sociale. Mais les grands mouvements sociaux, les grèves, mai 68, etc, s'ils remettent parfois en cause les institutions, ne proposent pas de structures nouvelles et tout est à recommencer.

Heureusement des penseurs, des hommes ou des femmes cités dans la Grande Relève rejoignent en partie nos idées et nos propositions.

Le moment est venu de nous regrouper en vue d'une action concertée, nous tous qui n'avons qu'un but : l'économie distributive pour tous, seule alternative à l'économie de marché, pour une économie sociale...

Dans les manif on voit fleurir des pancartes portant des slogans divers. Toutes expriment un rejet, très rarement une proposition concrète pour changer les choses. Ah ! comme il serait bon de voir des pancartes qui proposent la transformation des structures de la société : revenu social, répartition du travail, monnaie de consommation ou distributive. Ah, si les mots économie distributive étaient des flashes pouvant éclairer les foules ! Mais cette dénomination ne fait pas tilt... Pour les initiés, c'est vraiment le terme qui convient au système que nous proposons. Mais pour les autres ? Souvent je propose l'économie des besoins, cela semble mieux accepté, ce qui n'empêche pas de faire lire un tract.

On entend de plus en plus parler de partage. Ne pourrait-on pas, pour

s'actualiser, mettre en avant l'économie de partage ? En somme, l'ED c'est cela. Quel mot pourrait être plus percutant ? Cherchons !

Le 14 novembre, il y aura une grande manif pour la défense de la sécu. J'y participerai peut-être en portant une pancarte. Il faudrait que nous soyons une dizaine avec des slogans et distribuant des tracts appropriés aux revendications des manif. Cela attirerait sans doute l'attention des médias... Cela pourrait être envisagé pour les manif à venir. Je rêve sans doute.

Je propose que des camarades s'expriment sur les radios, notamment sur RTL dans l'émission "Les auditeurs ont la parole" entre 13 h. 30 et 14 h. Je suis sûr que beaucoup pourraient parler spontanément, ça changerait... de la pensée unique.

P.B., Bagnolet

#### Notre réponse :

Vous ne donnez pas l'impression de perdre ni vos neurones, ni votre dynamisme. Quel dommage que les associations que vous évoquez ne soient pas capables de vous épauler avec la même énergie et la même imagination pour être nombreux avec vous derrière des pancartes portant des slogans... constructifs comme vous avez vraiment le chic pour les trouver !

Car la participation des distributeurs à des manif, leur réunion, la préparation matérielle, c'est le travail des associations. C'est leur rôle de réunir des militants, de décider ensemble du texte des pancartes, de les fabriquer, de fixer des rendez-vous dans les sections locales, etc... Ce n'est évidemment pas la Grande Relève, un journal mensuel, qui peut s'en charger : prenons l'exemple de la manif du 14 novembre à propos de la sécu, nous composons entre le 1er et le 20 novembre, pour la parution prévue le 1er décembre à l'imprimerie. Et sa distribution prendra plusieurs jours...

Par contre la Grande Relève est là pour aider à la réflexion sur l'ED, pour servir de tribune de discussion aux distributeurs et pour leur apporter de quoi renouveler leurs argu-

ments en leur offrant des exemples tirés de l'actualité, des chiffres parlants, etc. Et je vous remercie d'apprécier nos efforts en ce sens.

Par exemple, vous soulevez le problème des termes à employer pour parler de l'économie sociale dont le monde a un besoin urgent. Ah, la sémantique, le sens des mots, leur impact, leur sens qui évolue, nous en avons déjà beaucoup parlé ! Selon les cas, un mot peut attirer ou repousser un interlocuteur et il faut à chaque fois choisir, deviner celui qui "passera" le mieux dans tel ou tel contexte.

Vous vous demandez s'il y a un terme préférable à économie distributive... qui dit parfaitement ce qu'il veut dire, quand on a compris. Mais d'autres termes peuvent aider à comprendre. "Économie des besoins" exprime bien l'ED mais risque de vous lancer dans de longs discours sur les besoins à prendre en compte : on vous dira que les besoins sont illimités. Alors répondez-vous, ne nous occupons que des besoins solvables... mais solvabilisons tout le monde, etc.

"Économie de partage" ? Oui, cela colle aussi avec l'ED mais, attention, beaucoup de gens associent l'idée de partage avec celle de la rareté, partage = rationnement, quand il risque de ne pas y en avoir pour tout le monde, et cela peut donner l'impression que nous cherchons "un nivellement par le bas" et non l'optimum.

Il n'y a pas un mot clé, une recette unique. Il faut à chaque fois adapter son langage aux circonstances, pour se faire comprendre et amener les gens à lire ensuite les textes qui sont élaborés pour qu'ils puissent approfondir.

M-L D.

\*\*\*

**C**'est lors d'une visite en province, à Dijon, que j'ai eu l'occasion de feuilleter un numéro de la Grande Relève, dans une maison de la Presse d'un centre commercial. Et immédiatement, j'ai résolu de m'y abonner car son contenu se trouvait en accord avec ce que je pense des questions sociales et économiques. Je vous signale

d'ailleurs que je suis aussi abonné à une revue très intéressante "Silence". Elle traite des problèmes qui se rapprochent de ceux traités dans la GR. Son numéro de septembre 95 vous intéressera sans doute, car on y traite des "monnaies locales" et des "systèmes d'échanges locaux", en plus de l'actualité écologique, habituelle à cette revue sans publicité. J'en profite pour souhaiter qu'il y ait des échanges entre les différentes revues "underground" françaises, européennes, etc., c'est-à-dire des revues qui ont QUELQUE CHOSE à dire sur l'évolution de notre système capitaliste actuel au lieu de se borner à en profiter. Il y a beaucoup de choses à dire sur tous ces sujets et je serai, sachez-le, toujours prêt à le faire.

P.T, Chatou

#### Notre réponse.

Votre lettre va faire plaisir au camarade de Dijon qui se donne beaucoup de mal pour que la GR y soit en évidence dans les kiosques. Et elle prouve que si beaucoup d'autres faisaient ce même travail dans d'autres villes, cela serait très utile (dans les kiosques, ils attendent qu'on leur demande le journal, ils ne le mettent pas en évidence). Vous allez peut-être les stimuler. Nous envoyons chaque mois gratuitement la GR à la revue *Silence*, et nous recevons en échange leur intéressante publication.

\*\*\*

**J**e ne suis pas d'accord pour enfermer le problème dans son aspect monétaire. C'est vrai que la monnaie est la valeur d'échange entre le travail et les biens qu'il a contribué à produire et pour autant qu'il y a contribué. C'est vrai qu'il ne s'agit plus désormais que d'une monnaie de compte, mais le compte ne se réduit pas aux échanges internes entre employeur et travailleur ou entre consommateur et producteur, la monnaie d'une nation représente d'abord sa capacité globale de production de biens et de services en face du reste du monde. On nous le fait bien sentir à l'occasion. Oublier cela reviendrait

à créer une "monnaie de singe" parce que réservée à l'usage interne comme était le rouble soviétique qui ne pouvait circuler qu'à l'intérieur de l'URSS. On voit à quel degré de misère économique ça les a conduits.

#### Notre réponse.

Pas d'accord :

1 — Pour dire qu'une monnaie d'usage interne est une monnaie de singe. Il y a mille exemples qui font la preuve du contraire et, en particulier, très récemment des monnaies, même pas internes à un pays mais purement locales, les LET et les SEL en France font la preuve qu'un besoin existe : ces expériences se développent.

2 — Pour dire que la misère économique de l'URSS est due à l'usage d'une monnaie ne pouvant circuler qu'à l'intérieur. La misère économique de l'URSS est due au fait qu'une dictature violente a brimé toute initiative, toute possibilité d'innovation, bref toute motivation chez des peuples dont l'économie était au stade du moyen âge au début de l'expérience et qui a dû faire face à la coalition contre elle de tous les pays industrialisés.

Enfin 3 — Il n'est plus possible de dire que la monnaie d'une nation représente d'abord sa capacité de production quand on sait que les sommes échangées au casino des monnaies équivalent à plusieurs dizaines de fois les échanges de l'économie réelle.

... Aller directement à une société remplaçant le salariat par un système distributif nécessiterait une révolution. Et qui déterminerait le taux de l'allocation d'existence ?

Votre réponse : des Conseils Économiques et Sociaux qui auraient des pouvoirs étendus dans le domaine économique, financier et naturellement politique, à tous les échelons. Ça rappelle des souvenirs, c'est la définition même des "Soviets" de Lénine. "Soviet" en russe signifie justement "conseil"... Nous avons vu ce qu'est rapidement devenu le régime des soviets en URSS, un État totalitaire et policier, complètement antidémocratique parce que sans véritable contrôle populaire. Qu'est-ce qui

nous prouve que, pour les mêmes raisons, le pouvoir des CES, semblables aux soviets, ne subirait pas la même dérive ?

#### Notre réponse.

Vous nous avez mal lus. Le pouvoir des CES ne subirait pas la même dérive... tout simplement parce qu'ils ne seraient en rien semblables aux soviets. Même si le mot soviets se traduit par conseil, cela ne veut pas dire que tous les conseils dérivent. Les Conseils qui existent en France, souvent nommés par le pouvoir en place, ne dérivent pas toujours !

A l'heure actuelle, le conseil qui décide de financer ou non un projet est celui d'une banque. Pensez-vous que ses critères, qui sont exclusivement ceux de rentabilité financière, soient plus démocratiquement pris et plus valables que ceux que prendraient des "jurés" souvent renouvelés ?

Les CES gérant les contrats civiques sont proposés pour instituer (enfin !) une véritable démocratie économique. Donc tout le contraire de la dictature soviétique. Pour asseoir cette démocratie, pour que le partage du travail se fasse non pas sous l'arbitraire actuel du marché du travail, mais en fonction des besoins et des aptitudes, pour que se mette en place une société du temps choisi, où toute activité utile aux autres puisse enfin être reconnue autrement que par sa rentabilité, pour qu'un projet reconnu d'utilité publique ne soit plus sacrifié au nom de "critères de convergence en vue de la monnaie unique", il nous paraît nécessaire que siègent dans ces conseils non des représentants élus d'un parti, mais essentiellement, en plus de quelques experts évidemment utiles, des consommateurs comme vous et moi, venus parce que le projet à discuter les intéresse, et devant laisser la place à d'autres pour que les Conseils soient souvent renouvelés.

\*\*\*

**L**a Grande Relève est de plus en plus sensationnelle, je n'arrive pas à comprendre qu'elle ne suscite pas plus de personnes à sa lec-

ture tellement enrichissante et profonde dans le genèse de cette société mercantile alors que c'est l'évidence même qui nous crève les yeux et le cœur tous les jours ; ils n'ont plus un brin de lucidité, ni de dignité. Bon courage !

F.Q., Carcassonne

\*\*\*

J'ai beaucoup apprécié l'article de M. Djémil Kessous intitulé "Pavé dans la mare" et paru dans le n° 948 de la Grande Relève. Je souhaiterais néanmoins faire quelques mises au point et apporter certaines objections.

D'abord je pense qu'il ne faut pas considérer que de l'extrême droite à l'extrême gauche, personne ne veut remettre en cause le système actuel. C'est aller un peu vite en besogne et considérer la Grande Relève comme seule force de réaction au système. Sauf à s'arrêter aux vedettes politiques présentées à la télévision ou à considérer le PCF d'aujourd'hui comme un parti d'extrême gauche, il me semble que d'autres groupes ont une pensée en opposition au système actuel. On peut citer le Regroupement Communiste Unifié par exemple.

Ensuite, j'ai l'impression que la pensée de M. Kessous est simplement révolutionnaire mais n'ose le dire. Avec la philosophie distributive qu'il défend il s'attaque à la monnaie, donc au cœur du système capitaliste actuel. Aussi ai-je été un peu troublé par la dernière phrase de la note à la fin du texte où il parle de réformes appelées à s'imposer, dont celle de la monnaie. Je crois pour ma part que s'attaquer au problème de la monnaie n'est pas possible par une réforme du système, mais nécessite l'explosion de celui-ci, la disparition de ce dernier. J'avais cru comprendre au départ que c'était ce que D. Kessous souhaitait.

Bref, je crois que la philosophie distributive doit être considérée comme une utopie non par l'avenir qu'elle propose (au contraire, le système d'économie distributive est on ne peut plus rationnel) mais en tant qu'elle pense abolir le système actuel par des réformes, des

phases transitoires, sans violence. En somme, la pensée distributive propose une économie révolutionnaire sans envisager que cet avenir ne pourra se réaliser sans une révolution politique.

Le système actuel ne cesse de se dégrader et exacerbe les inégalités, provoque la violence par les réponses qu'il apporte à ces inégalités croissantes. Il ne disparaîtra pas sans que ses privilégiés le défendent, pas sans violence malheureusement.

J'apprécie donc la Grande Relève pour sa critique pertinente du système en place et ses propositions argumentées d'une économie alternative. Je ne partage pas en revanche sa confiance en un avenir meilleur qu'on atteindrait par des mesures transitoires acceptées par tous. Ce n'est pas que la population soit prête culturellement à un tel changement. Le problème est plus politique. Les classes sociales n'ont pas disparu avec le progrès.

C.L. Châteauroux

\*\*\*

Bon courage à travers la lutte émancipatrice et libératrice que nous menons, et bravo pour l'article de Djémil Kessous "Pavé dans la mare". Sans oublier les autres, bien entendu.

Le citoyen sur la brèche

E.B., Le Pellerin

\*\*\*

Une surprise désagréable en comparant ce numéro spécial de Transversales que vous nous avez fait parvenir, à la brochure "Garantir le revenu" doc. n° 3, publié par Transversales en mai 92 ! Pourquoi n'y-a-t-il plus l'apport de l'équipe de la Grande Relève (20 pages fort bien faites sur l'ED et la transition !) ? Comment s'explique cette disparition ? Alors que ça craque un peu partout, qu'il est difficile de trouver des relais vraiment efficaces !

GSED, Marseille

Réponse.:

C'est à Transversales qu'il faut le demander. Nos propositions radicales sur la monnaie leur ont-elles fait peur... jusqu'à ce qu'ils s'aper-

çoivent qu'elles sont inévitables ? Ne nous décourageons pas, il semble que les associations qui sont regroupées à la Maison de Grenelle aient enfin entrepris de s'interroger sur le rôle de l'argent et la possibilité de monnaies non bacaires. Mieux même, la proposition que j'avais soumise à Michel Hervé, maire de Parthenay, il y a sept ou huit ans, serait en train de se concrétiser.

J'espère être tenue au courant et pouvoir vous en informer.

M-L D.

\*\*\*

La Grande Relève me donne à travers sa lecture réconfort et espoir. J'ai suivi la conférence d'A. Jacquard à l'Hippodrome de Douai, j'en ai apprécié le contenu et beaucoup aimé l'intervention judicieuse de M-L. Duboin. Vous pouvez compter sur mon soutien actif.

J.M. L., Aniche

Réponse:

Les conférences de l'Hippodrome de Douai sont remarquables. Son directeur a plein d'idées et de projets solides. Merci de le soutenir activement.

A. Jacquard m'a enthousiasmée. Il est très proche de nos thèses, je suis sûre qu'il va y arriver.

M-L D.

\*\*\*

Un grand merci pour votre réponse à l'appel du 28 juin. J'ignore encore ce que celui-ci va donner au-delà de l'intérêt certain qu'il a rencontré (une centaine de réponses).

A.C., Mauss, Paris

Réponse :

Aucun écho, à ce jour, ni de Transversales, ni du Monde.

\*\*\*

Je suis abonnée à votre journal et je trouve très intéressant et bien à propos le numéro spécial du soixantenaire. La crise du capitalisme y est évidente et elle ne fait que s'aggraver. Ce n'est pas en déshabillant Pierre que l'on habillera Paul ! Il est temps, en effet, de changer de système économique

Mme P.S., Romainville

# La "Grande Relève"

## analyse et propose :

### CONSTATER :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort à fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**<sup>1</sup> dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat  
ne peut plus être mesuré  
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle la crise**<sup>1</sup>.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

### INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

**économie distributive**,  
qui pose en principe que :

*toute production  
physiquement et  
écologiquement réalisable  
doit être  
financièrement  
possible.  
Et quand elle a été réalisée,  
tout citoyen doit avoir  
le pouvoir d'achat nécessaire  
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et  
celle du **droit économique**  
de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

### LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social**, que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

### LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen (compte postal ou dans une banque "nouveau régime"), de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

### LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue (ou même plus simple) à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers. Il consiste, en gros, à évaluer, à partir des besoins manifestés par les consommateurs, la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes<sup>2</sup>, des besoins des services publics et des investissements nécessaires.

Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée.

Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**.

Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

## LA TRANSITION

Diverses mesures transitoires ont été proposées<sup>3</sup>.

L'*allocation universelle* ou le *revenu d'existence*, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**<sup>4</sup> renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

## LE CONTRAT CIVIQUE

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique<sup>5</sup>. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes é-

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

5. lire *Les affranchis de l'an 2000*.

conomiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet; elles seront composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers". La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

Quelques ouvrages<sup>6</sup> permettant d'approfondir la réflexion sur ces propositions sont disponibles, et le mensuel *La Grande Relève* a une tribune libre pour en débattre.

M-L D

6. consulter la liste de nos publications dans *La Grande Relève*.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

*Le progrès ne vaut  
que s'il est partagé entre tous.*

**Pour en savoir plus sur nos propositions, pour en discuter dans une tribune libre, abonnez-vous (130F par an pour 11 numéros) en écrivant à**

**LA GRANDE RELEVÉ**

**BP 108**

**78110 LE VÉSINET**

**CCP 13 402 39 M Paris**